

Loi de finances 2026 : des réductions d'impôt aménagées



© 2026 Les Echos Publishing

La loi de finances pour 2026 aménage la réduction d'impôt pour les investissements dans certaines entreprises ainsi que le dispositif lié aux dons aux associations.

Des aménagements pour le dispositif IR-PME

Le dispositif IR-PME, qui vise à encourager les particuliers à investir dans certaines entreprises, fait l'objet de plusieurs aménagements.

Tout d'abord, jusqu'à présent, les versements effectués pour la souscription en numéraire de parts de fonds communs de placement dans l'innovation (FCPI) investissant massivement dans des PME non cotées pouvaient ouvrir droit à une réduction d'impôt sur le revenu. Désormais, seules les FCPI investies en titres de jeunes entreprises innovantes (JEI) sont éligibles à la réduction d'impôt.

Ensuite, ouvrent également droit à une réduction d'impôt les investissements effectués, jusqu'au 31 décembre 2028, dans une nouvelle catégorie de JEI : les JEI à impact (JEII), qu'il s'agisse de souscriptions à leur capital ou de souscriptions de parts de FCPI.

À noter : outre l'engagement de dépenses de R&D représentant

entre 5 et 20 % de leurs charges, les JEII doivent répondre aux critères des jeunes entreprises d'utilité sociale ou de l'économie sociale et solidaire.

Enfin, la loi de finances proroge de 2 ans (soit jusqu'au 31 décembre 2027) l'application du taux majoré de 25 % (au lieu de 18 %) au profit des souscriptions au capital de sociétés foncières solidaires et d'entreprises solidaires d'utilité sociale (Esus).

L'ensemble de ces aménagements du dispositif IR-PME s'appliquent aux versements effectués à compter du 21 février 2026.

Aide aux personnes en difficulté

Les dons consentis en faveur des associations qui fournissent gratuitement des repas ou des soins médicaux aux personnes en difficulté ou qui favorisent leur logement (dons « Coluche ») ouvrent droit, dans une limite annuelle de 1 000 €, à une réduction d'impôt de 75 %. Les dons qui excèdent cette limite bénéficiant de la réduction d'impôt classique (66 % des dons, retenus dans la limite de 20 % du revenu imposable). Sont également concernés par ce régime les dons aux associations qui accompagnent gratuitement les victimes de violence domestique ou qui favorisent leur relogement.

Afin de soutenir l'action de ces associations, la loi de finances relève le plafond de versement de 1 000 à 2 000 € pour les dons consentis à compter du 14 octobre 2025.

[Loi n° 2026-103 du 19 février 2026, JO du 20](#)